



2014-18

## Nouveaux fronts et priorités de la CSI

### Région: CSI-Afrique

#### Faits saillants

Le présent rapport porte sur les principaux domaines de travail de l'Organisation régionale africaine de la CSI durant la période 2014-2018. Il inclut les activités menées en collaboration avec le Secrétariat de la CSI à Bruxelles, ainsi que le travail entrepris en coopération ou avec l'aide d'une série d'organisations solidaires (OS).

Durant la période considérée, la CSI-Afrique a organisé son troisième Congrès, à la fin du mois de novembre de 2015, à Dakar, sous le thème « Des syndicats forts pour une meilleure Afrique ».

Les principaux travaux du Congrès se sont déroulés en trois séances sous-plénières dont les thèmes étaient:

- a. état de notre organisation – organisation;
- b. protection sociale, salaires minimums vitaux et accès aux services publics, en particulier à la santé publique;
- c. mobilisation des ressources et transformation structurelle de l'Afrique.

Les conclusions des séances sous-plénières ont été présentées en séance plénière et ont été adoptées en tant que décisions du Congrès. En outre, deux résolutions sur la migration et le changement climatique ont été adoptées durant le Congrès.

Depuis le début de 2016, la CSI-Afrique a mené des activités en vue de mettre en œuvre un plan stratégique que l'organisation a adopté dans la foulée des résolutions du Congrès. Les domaines prioritaires du plan sont:

- les droits humains et syndicaux ;
- la paix et la sécurité;
- la migration;
- la protection sociale;
- l'égalité de genre;
- l'organisation et l'autonomisation des travailleurs;
- l'unité syndicale et le travail des jeunes;
- la transformation structurelle pour le développement; et
- le changement climatique.

Dans l'exécution de ses travaux, plusieurs activités touchaient aux Nouveaux fronts et priorités de la CSI.

S'agissant de la poursuite de l'objectif de construction de syndicats forts sur le continent, la CSI-Afrique a lancé une étude sur la « situation des syndicats en Afrique », avec le soutien du Réseau syndical de coopération au développement (RSCD). La CSI-Afrique a également œuvré en collaboration étroite avec la CSI et la CES à la tenue d'une Conférence sur les Accords de partenariat économique (APE), où l'attention a une fois de plus été attirée sur les risques que les APE représentent pour l'industrialisation et l'intégration régionale en Afrique.

## **Nouveaux fronts**

### **Justice climatique et transformation industrielle**

La CSI-Afrique a reconnu que le changement climatique est l'un des problèmes les plus pressants auxquels la société est confrontée aujourd'hui. Une étude sur les réponses et les stratégies syndicales en matière de changement climatique soulignait que ce dernier est une menace sérieuse pour le développement durable et donc pour les emplois et les moyens de subsistance.

L'objectif établi pour la CSI-Afrique pour les quatre années à venir est « d'améliorer la participation des syndicats africains à la réponse au changement climatique et aux crises environnementales aux niveaux national, régional et mondial ».

À cette fin, un réseau syndical africain sur le changement climatique a été établi (regroupant plus de 40 membres), menant d'importantes activités de formation sur le changement climatique et l'environnement à l'intention des personnes de référence des organisations affiliées en 2016, en 2017 et en 2018 avec le soutien de la FES. Un document de stratégie de la CSI-Afrique sur le changement climatique et l'environnement a également été élaboré et diffusé largement parmi les organisations affiliées.

Le militantisme par les organisations affiliées en matière de changement climatique prend doucement de l'ampleur, davantage de délégués africains ont participé aux réunions de la COP et la CSI-Afrique a également fait partie du processus visant à développer une politique sur la transition juste pour l'Afrique.

### **Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement**

Le travail de la CSI-Afrique dans ce domaine s'est basé sur les travaux entrepris précédemment avec les organisations affiliées dans les zones franches d'exportation au Madagascar, en Ouganda et au Zimbabwe. La campagne sur les chaînes d'approvisionnement ciblait initialement six pays, à savoir le Nigéria, la Zambie, le Kenya, le Niger, le Ghana et le Sénégal. Elle avait pour but d'améliorer les conditions de travail de la main-d'oeuvre dans plusieurs entreprises multinationales (y compris MTN, Ecobank, Bolloré, Dangote) opérant dans les pays ciblés. Nous avons rassemblé des recherches sur les entreprises, des profils économiques de pays et des témoignages de travailleurs et de leurs syndicats sur l'oppression qu'ils subissent et les salaires inférieurs aux salaires minimums vitaux pour déterminer les cibles, les stratégies et les résultats de la campagne pour chaque organisation affiliée.

Le sous-paiement de salaires, l'informalité, l'esclavage et les heures supplémentaires obligatoires, ainsi que l'évasion fiscale ont été des éléments mis en avant en tant que sujets possibles d'actions en justice contre les entreprises. Des gouvernements africains et des institutions publiques y participent, surtout dans les cas où il y a un manque de respect de la législation du travail.

La campagne de la CSI pour un salaire vital était également liée à la campagne destinée à maîtriser le pouvoir des entreprises, de sorte que les organisations affiliées en Éthiopie et au Rwanda y ont été incorporées afin de renforcer l'impact de la campagne.

La campagne prend de l'ampleur et il est prévu qu'elle soit progressivement étendue pour couvrir plus de pays.

### **Élimination de l'esclavage**

Il a été constaté que diverses formes d'esclavage moderne sont très répandues en Mauritanie, où des milliers de personnes sont prises au piège du travail forcé ou engagées comme esclaves, la traite des

être humains étant pratiquée dans tout le continent. Les efforts des gouvernements pour maîtriser cette menace s'avèrent faibles ou insuffisants.

La CSI-Afrique s'est jointe à la CSI dans le cadre d'une mission conjointe en Mauritanie, où la présence de l'esclavage moderne est de notoriété publique. Le plaidoyer contre l'esclavage a contribué à obtenir la ratification par le gouvernement de Mauritanie du Protocole relatif à la Convention 29 sur le travail forcé, ainsi que la mise sur pied de trois tribunaux chargés de statuer sur les cas d'esclavage. Toutefois, l'engagement pour l'abolition de l'esclavage, de même que l'application de la loi, demeurent faibles en Mauritanie. De plus, les victimes de l'esclavage ne bénéficient pratiquement d'aucune protection, même après avoir signalé leur situation. Et ce qui est pire, la législation ne prévoit pas de dispositions économiques ni sociales en vue de la réinsertion effective des personnes libérées du joug de l'esclavage.

La CSI-Afrique continue de suivre et de surveiller le processus visant à organiser une réunion tripartite nationale, à lancer une campagne et à préparer une conférence pour en finir avec les vestiges de l'esclavage moderne en Mauritanie. Le processus n'a guère avancé en raison de contraintes au niveau des ressources. Toutefois, le suivi du processus est en cours et la campagne visant à éliminer l'esclavage continue d'être prioritaire.

## **Priorités:**

### **Pays à risque**

Les droits humains et syndicaux ont continué de subir des attaques dans de nombreux pays africains et la CSI-Afrique a travaillé en étroite collaboration avec la CSI pour poursuivre la lutte en vue de défendre et de promouvoir ces droits. La situation a été étroitement surveillée, surtout dans les pays ciblés de la CSI, comme le Zimbabwe, le Swaziland et la Somalie, et des interventions appropriées ont été entreprises lorsque les circonstances le justifiaient. La CSI-Afrique a collaboré avec le TUCOSWA (Swaziland) et le ZCTU (Zimbabwe) dans le cadre des préparatifs des Missions techniques de haut niveau vers les pays identifiés par la Commission de l'application des normes de l'OIT (CAN). La CSI-Afrique a également soutenu le travail de la FESTU (Somalie), qui a fait preuve d'une grande constance en mettant en lumière les violations des droits humains et syndicaux en Somalie. Bien que la situation en Somalie se soit quelque peu améliorée en ce qui concerne la reconnaissance de la liberté syndicale et le droit à l'existence et à l'exercice des activités des syndicats indépendants, la situation au Zimbabwe continue d'être extrêmement difficile pour les militants syndicaux et les droits des travailleurs. La situation au Swaziland demeure également difficile en matière de liberté syndicale et d'expression démocratique des droits des travailleurs.

La paix et la sécurité restent fragiles et précaires en Afrique et continuent de poser de gros problèmes en termes de sécurité au travail et au sein des communautés, tout en menaçant la stabilité et les libertés civiles. Si le pouvoir politique est l'une des principales causes de conflits et de violences, le terrorisme est aussi devenu une importante source d'insécurité.

La CSI-Afrique renforce sa présence au sein des structures de la société civile de l'Union africaine (UA) et collabore avec d'autres pour agir lors de conflits et de crises, complétant ainsi les travaux de l'Union africaine dans le cadre de ses interventions dans ces situations.

### **Cohérence mondiale et développement**

La CSI-Afrique a identifié la transformation structurelle comme l'un des principaux piliers pour le développement en Afrique. L'organisation a travaillé étroitement avec le Third World Network (Afrique), ainsi qu'avec d'autres réseaux en vue de concevoir un autre cadre de développement crédible pour l'Afrique qui s'appuie sur la transformation structurelle. Bien que ce travail soit en cours, notre action concernant le commerce, en particulier notre plaidoyer contre les accords de partenariat

économique que l'Union européenne impose à différents pays africains sous couvert de négociations, a constitué une partie essentielle de notre combat en faveur d'un développement alternatif. La CSI-Afrique a participé activement à la campagne « #Stop the Bleeding » dans le cadre des efforts visant à freiner les Flux financiers illicites (FFI) depuis l'Afrique et à garantir la justice fiscale en Afrique.

Le travail réalisé par la CSI-Afrique en matière de renforcement des capacités des syndicats à l'échelle nationale afin d'intervenir dans les processus budgétaires, ainsi que dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques nationales contribue considérablement à la participation démocratique des travailleurs/euses et de leurs organisations dans leur pays.

La CSI-Afrique a continué à contribuer au travail de la TUAC et de la CSI, notamment en ce qui concerne les positions mises en avant au G20. D'autre part, à travers l'engagement du Réseau syndical africain de coopération au développement (RSACD), qui est lié au RSCD, la CSI-Afrique a contribué à la sensibilisation aux Objectifs de développement durable (ODD) et au rôle des syndicats dans la promotion de ces objectifs. La CSI-Afrique a aussi participé activement au Forum régional sur les ODD de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), ainsi qu'au Forum politique de haut niveau de l'ONU, et a contribué à l'avancement des priorités syndicales dans le cadre des ODD.

## **Gouvernance mondiale des migrations**

Au cours de la période examinée, des travaux ont été menés pour affermir la campagne syndicale africaine sur la migration. Elle entendait améliorer les espaces pour défendre, protéger et promouvoir les droits des migrants, des travailleurs domestiques, des réfugiés et des chercheurs d'asile. Elle recherchait aussi des façons de continuer de renforcer le lien entre notre travail et la migration et le développement.

L'attention de la campagne de la CSI/CSI-Afrique se porte sur les points suivants:

- l'organisation des migrants le long des corridors de migration;
- le renforcement des capacités des syndicats pour qu'ils mènent des négociations bilatérales et régionales et obtiennent des accords sur la mobilité de la main-d'œuvre;
- l'augmentation de la ratification et l'amélioration de la mise en œuvre des conventions de l'OIT sur les migrants (n<sup>os</sup> 97 et 143);
- le recrutement équitable;
- la fin des abus dont sont victimes les migrants et les réfugiés.

Les organisations affiliées à la CSI-Afrique sont de plus en plus engagées sur le thème des droits des travailleurs/euses migrants. Au niveau de la CGTM (Mauritanie) et de la CNTS (Sénégal), cet engagement se manifeste au travers des informations et des soins qui continuent d'être fournis aux migrants potentiels ainsi qu'à ceux qui reviennent, aux alentours de la ville frontalière de Sosso en Mauritanie. L'initiative de la COSATU et du ZCTU en vue de protéger les migrants de l'exploitation et des agressions physiques a été étendue pour inclure le Lesotho et les problèmes des travailleurs/euses domestiques migrants. Un Réseau syndical africain sur la migration regroupant les personnes de référence des organisations affiliées en matière de migration a contribué activement aux processus pour l'élaboration d'un Pacte mondial des Nations unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Le Solidarity Center et la FGTB (Belgique) ont été d'importants partenaires dans le cadre du travail réalisé par la CSI-Afrique en matière de migration.

D'autres travaux sont prévus pendant la période à venir pour renforcer l'engagement syndical sur des questions liées à la migration.

## **Campagne « Comptez avec nous ! »**

Les activités de promotion de l'égalité entre hommes et femmes au sein des organisations syndicales se poursuivent. La CSI-Afrique a continué de fournir un soutien aux organisations affiliées pour qu'elles mènent des audits de genre et qu'elles se servent des résultats pour renforcer l'engagement des syndicats envers des politiques qui promeuvent l'égalité. La CSI-Afrique s'est, en outre, efforcée de soutenir la mise en œuvre de la campagne de la CSI « Comptez avec nous ! » pour les jeunes travailleuses et pour augmenter le nombre de femmes aux postes décisionnels. Des ateliers nationaux ont été organisés pour renforcer les capacités des dirigeantes dans les domaines de la négociation collective, de l'économie des soins, des droits des femmes et du leadership.

## **Travailleurs/euses domestiques**

Le travail de la CSI-Afrique sur la protection sociale est surtout lié aux interventions à propos des travailleurs/euses domestiques, des travailleurs de l'économie informelle et de l'engagement de la CSI envers le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. La CSI-Afrique a reconnu l'importance de la Recommandation de l'OIT n° 202 sur des socles de protection sociale pour tous. Elle a souligné qu'il est nécessaire que les syndicats aient plus de poids au niveau de la gestion des systèmes de protection sociale et dans le suivi des processus destinés à s'assurer que la protection sociale est un droit pour tous.

Il convient de saluer tout particulièrement la collaboration avec le Conseil LO/FTF du Danemark, la Fondation Friedrich Ebert (FES) et la CSC-WSM de Belgique dans cet important domaine de travail sur la protection sociale.

## **Organisation**

Les activités d'organisation sont surtout déployées dans le cadre du programme d'organisation de la CSI destiné à renforcer le pouvoir des travailleurs/euses. Des interventions ciblées ont été prévues tant dans l'économie formelle, notamment dans les zones franches d'exportation, que dans l'économie informelle. Les organisateurs principaux ont été formés dans plusieurs pays, notamment au Sénégal, au Ghana, au Kenya, au Nigeria, en Ouganda, au Togo, au Madagascar, en Éthiopie, au Zimbabwe, au Rwanda, en République démocratique du Congo, au Mali, au Burundi, en Afrique du Sud, au Niger, au Botswana, au Malawi et au Gabon, en vue de lancer leurs propres campagnes d'organisation pour le recrutement de nouveaux membres.

L'organisation s'est aussi concentrée sur la promotion de l'unité syndicale, surtout auprès d'organisations affiliées à la CSI d'un même pays, et s'est attachée à promouvoir la participation des jeunes aux activités syndicales. Par rapport à l'unité syndicale, le projet de renforcement des capacités des syndicats pour qu'ils interviennent au niveau politique, qui est mis en œuvre avec le soutien de la CFDT (France), a servi à promouvoir les relations entre organisations affiliées à la CSI dans huit pays d'Afrique occidentale.

En ce qui concerne l'autonomisation des jeunes, la CSI-Afrique a consciemment fait des efforts pour veiller à la participation active et à la représentation des jeunes dans les ateliers de formation et d'autres activités organisées au niveau régional en vue de renforcer les capacités des jeunes et d'accroître leur militantisme dans le cadre des activités syndicales. La page Facebook « Jeunes CSI-Afrique » compte plus de 400 jeunes membres actifs et est régulièrement mise à jour par différentes organisations syndicales de plusieurs pays. Des jeunes militants de la CSI-Afrique et des Fédérations syndicales internationales (FSI), en particulier la PSI, l'IBB, UNI-Global Union et IndustriALL, ont renforcé leurs liens et capacités dans le cadre de trois camps pour les jeunes de la CSI-Afrique durant la période considérée.

## Autres enjeux régionaux

### Institut de recherche et d'éducation ouvrière d'Afrique (IREOA)

L'Institut africain de recherche et d'éducation d'Afrique (IREOA) a été créé en 2014; ses locaux se trouvent dans les bâtiments de la CSI-Afrique à Lomé (Togo). L'IREOA a œuvré à consolider son mandat de renforcement des capacités de recherche et d'éducation afin de soutenir les interventions des syndicats au niveau régional en Afrique; de soutien aux organisations affiliées à la CSI-Afrique pour qu'elles conçoivent et améliorent leurs propres capacités de recherche et d'éducation, lancent et coordonnent des projets syndicaux régionaux de recherche et d'éducation et de publication; collaborent avec les instituts de recherche en matière de travail et d'éducation et, plus généralement, soutiennent le lancement et la mise en œuvre des éléments prioritaires du programme de la CSI-Afrique.

Les activités menées par l'IREOA au cours de la période examinée incluent:

- l'organisation des *New Year Schools* de la CSI-Afrique;
- le lancement d'une étude sur l'état du syndicalisme en Afrique afin de s'armer pour relever les défis de l'organisation;
- la coordination des activités de recherche du réseau *Africa Labour Research Network*;
- la collaboration avec le TWN-Afrique, entre autres, en ce qui concerne les questions liées à la transformation structurelle pour le développement de l'Afrique;
- le rôle de secrétariat à part entière pour l'*Africa Labour Research Network* (ALRN).

Le soutien et la solidarité du mouvement syndical international seront essentiels pour consolider cette importante structure destinée à renforcer les syndicats africains dans le cadre de leurs interventions économiques, sociales et politiques. Les efforts doivent être renforcés au niveau de la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières pour permettre à l'IREOA de mener à bien sa mission.

## Conclusion

Les contextes politique, économique et social en Afrique posent de grosses difficultés. Il existe diverses sources et éléments de conflits et de tensions qui s'étendent à tout le continent. Les syndicats africains continuent de faire face à des difficultés énormes au niveau de leur renforcement afin de pallier comme il se doit l'immense déficit en travail décent sur le continent et de venir à bout des injustices de longue date que subit le peuple africain. Les activités syndicales en faveur de la réalisation des droits et la prise en compte des intérêts de la population dans les politiques économiques et sociales restent essentielles aux progrès et au développement de l'Afrique et de sa population. La CSI-Afrique reste déterminée à poursuivre sur une voie visant continuellement à unir les efforts des syndicats africains et à améliorer leur contribution pour garantir le travail décent et le développement durable en faveur des travailleurs/euses et de l'ensemble de la communauté.